L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 26 SEPTEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 26 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman, Marks & Co., aux Nos 11 de la rue de Chartres—Velours, crêpes, plumes, fleurs, etc.

Par Jos. Rosenthal, au N° 16 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

SPECTACLES.

Vendredi, 26 Septembre 1873.

ACADEMIE — Faucheur, the Cricket, par Mlle Alice Harrison.

La Crise Financière à la Nouvelle-Orléans.

A la première nouvelle de la suspension de payement par quelques banques de New-York, on devait s'attendre à la même crise dans beaucoup de lieux des Etats-Unis et partout à peu près où existent des institutions de ce genre, fondées plutôt sur une extension illimitée de crédit que sur des bases financières réelles. Il est clair que des banques, dans de pareilles conditions ne peuvent avoir une existence bien solide. A la moindre crise, ces banques branlent et si la crise se prolonge, elles tombent. En vain dira-t-on qu'elles ont des valeurs en portefeuille et que les déposants n'ont rien à craindre. Ces valeurs sont pour le moment irréalisables et la panique ne raisonne pas. Elle est là qui se plaint, qui gronde et qui exige. Il faut la satisfaire pour y mettre un terme et, si satisfaction n'lui est pas donnée, elle se propage au détriment des banques les plus fortes en temps ordinaire.

C'est là ce qu'il y a de plus fâcheux dans une panique. Si les banques spéculatrices, les banques agioteuses, les banques joueuses étaient seules atteintes, le mal serait faible et il ne faudrait y voir qu'une leçon. Ainsi que la banque Jay, Cooke & Cie. qui, au lieu de retirer un bénéfice honnête de ses rapports avec le chemin de fer du Pacifique, achète ses bons véreux avec des millions provenant de dépôts à elle confiés, se trouve arrêtée dans le cours de pareilles spéculations par une baisse qui était cependant facile à prévoir et qu'il était par conséquent très possible d'éviter, nous ne pouvons en être surpris, et sa déconfiture ne nous intéresse guère ! qu'il en soit arrivé autant à Clews & Cie., brocanteurs de bons de chemin de fer, cette maison n'aura pas plus notre sympathie que la première ; mais que la panique gagne les autres Etats, les Etats agricoles comme la Virginie, le Tennessee ou l'agiotage était comparativement inconnu, voilà ce que nous devons regretter.

Nous ne pouvons que gémir surtout pour nos banques de la Nouvelle-Orléans qui n'avaient pas sur la conscience, nous aimons à le croire du moins, de pareils tours financiers et qui avaient gérés honnêtement les capitaux déposés en leurs mains. On verra plus loin le manifeste que les présidents de ces banques adressent à la communauté pour lui annoncer une suspension de payements ainsi que les motifs de la mesure. Toutes ces banques étaient dans une bonne position, et si le signal de la débâcle n'avait pas été donné dans la ville des agioteurs par excellence et dans la première ville de l'Union par l'importance de sa population, de son commerce et de ses ressources monétaires, la panique y serait morte comme elle y était née et nul autre Etat n'en aurait souffert.

Les présidents de nos banques disent qu'ep raison de la suspension partielle de payement des banques associées de New-York et d'autres villes du Nord, et en raison aussi du refus des banques de l'Ouest et d'autres banques de recevoir les checks sur New-York, checks qui leur étaient adressés en règlement de collections faites ici pour leur compte, il a fallu leur faire, sur des ordres péremptoires, depuis cinq ou six jours, de fortes remises en monnaie courante, remises si fortes qu'avant peu de jour, si elles eussent continué, notre communauté entière eut été dépourvue des moyens d'échange indispensables pour le mouvement ordinaire du commerce.

Pour comble de difficulté, mais ce qu'il faut regarder comme une conséquence forcée de la situation, le change étranger est invendable à New York, et ce change étant la principale source d'où nous tirons notre circulation, nous sommes ainsi privés de notre unique moyen de recouvrer les montants envoyés dans l'Ouest et dans l'intérieur.

Les banques de la Nouvelle-Orléans ont donc dû pour se protéger avoir recours à la suspension partielle de payement, ce qui leur permettra de garder les capitaux nécessaires au mouvement des affaires commerciales et aux transactions auxquelles les arrivages prochains de la nouvelle récolte doivent nécessairement donner lieu. Par suite de cette mesure les prix pourront être maintenus.

L'adresse dit que la durée de cette politique protectrice est limitée à 30 jours, pendant lesquels on espère que les envois de coton et de sucre suffiront pour atténuer les rigueurs de la situation en forçant la monnaie courante à affluer sur le marché.

Par suite de cette mesure, il a été convenu entre les banques qu'elles ne payeraient aucun check au-dessus de $25. Des certificats seront délivrés aux clients qui auront des dépôts au-delà de cette somme et ces certificats seront négociables. L'affaire est simple et loyale et nous pensons qu'elle offre un remède très effectif en garantissant les intérêts de chacun. D'ailleurs la combinaison était forcée. Nous avons vu dire qu'après toute la circulation sortie d'ici dans les derniers six jours, il n'en restait pas dans les caveaux des banques pour plus d'un million.

Une chose qui nous rassure complètement c'est qu'à la place de monnaie courante, nos banques ont de belles et bonnes propriétés et qu'elles n'ont que fort peu ou point de bons de chemin de fer ou de bons d'Etat sujets à répudiation. Elles sont par conséquent à même de faire face à toutes leurs obligations. Plusieurs d'entre elles aussi auraient pu comme la banque du Sud et la banque dite " Workingmen Accommodation Bank " payer tous les checks à présentation, mais elles ont pensé qu'elles devaient aider les autres pour mettre le plus vite possible un terme à la panique. Elle sera traitsemblement de courte durée et les 30 jours d'répit suffiront amplement pour en venir à la fin. On annonce déjà qu'elle a cessé à New-York.

LES BANQUES.—Quinze Banques ont signé l'arrangement dont nous parlons dans l'article qui précède. Plusieurs Banques, entre autres, la Banque du Sud, président M. Thos. Layton, et la Banque dite " Workingmen Accommodation Bank, " caissier M. J. Meynard, ne figurent pas dans la liste des Banques qui ont suspendu partiellement leurs payements. La Banque du Sud, fidèle à ses errements et à son passé, non-seulement a payé tous les checks tirés sur elle, mais encore M. Layton a signifié au comptoir d'échange (clearing house) que la Banque du Sud était décidée à se retirer et se retirait de toute participation aux arrangements pris avec les Banques de concert avec le Clearing house et qu'elle entendait faire honneur à toutes ses obligations, la Banque du Sud considérant qu'elle n'avait pas le droit de refuser la restitution des dépôts qui lui avaient été confiés. Cela nous rappelle que cette même Banque du Sud paya pendant la guerre tous ses dépôts en nature, c'est-à-dire en papier ou en espèces, suivant les valeurs qu'elle avaient reçues.

PAYEMENTS PARTIELS.—Nous apprenons que dans une réunion des Banques associées il a été résolu hier que tous les dépôts faits à partir de ce jour seront payés en sacres et que sur les anciens dépôts aucun check, dépassant $25, ne sera payé en circulation à aucun déposant le même jour.

PAS DE FIÈVRE JAUNE
A LA NELLE-ORLÉANS.

Nous avons sous les yeux les attestations signées de 18 médecins de la Nlle-Orléans qui déclarent n'avoir traité que quelques cas de fièvre jaune sporadiques, c'est-à-dire de ces cas isolés, non épidémiques et sans gravité, comme on en voit chaque année dans cette saison. Ces médecins sont donc d'avis que les étrangers qui, par prudence, s'étaient éloignés de la ville peuvent y rentrer sans crainte.

La ville est saine et n'a jamais été plus saine qu'aujourd'hui. Nous espérons que ces certificats de salubrité en faveur de la Nouvelle-Orléans mettront à néant tous les bruits alarmistes qui ont couru sur une épidémie de fièvre jaune en notre ville. Le fait est que les cas de maladie sont peu nombreux et que le tableau de la mortalité, fourni chaque semaine, par le bureau de santé, n'a rien d'inquiétant.

Ces diverses déclarations portent les signatures de douze à treize praticiens distingués, dont voici les noms :

W. H. Holcombe, D. M. ; — Sam'l M. Bemiss, D. M. ; — A. C. Holt, D. M. ; — C. S. Bickham, D. M. ; — S. S. Wood, D. M. ; — S. W. Scott, D. M. ; — F. H. Dennis, D. M. ; — I. L. Cawsour, D. M. ; — Wm. G. Anderson, D. M. ; — S. Logan, D. M. ; — W. M. Angell, D. M. ; — J. T. Scott, D. M. ; — Walter Bailey, D. M.; Richard Angell, D. M.

INSTITUTION D'EPARGNE DE LA NLLE-ORLÉANS.—On verra par une notice insérée dans une autre colonne, qu'en vue des difficultés financières du moment, cette institution entend se prévaloir de l'article de sa charte qui oblige tout déposant voulant retirer une somme au dessus de $50, à en donner avis 60 jours d'avance.

LA CONVENTION POSTALE AVEC LES ÉTATS UNIS.

Voici quelques renseignements sur l'état des négociations relatives à la conclusion d'une convention postale entre la France et les Etats-Unis :

A l'époque où M. Léon Say était ministre des finances, l'administration des postes, dirigée par M. Rampont, avait accepté un projet de convention suggéré par les Etats-Unis, d'après lequel le port des lettres échangées entre les deux pays était fixé à 40 centimes.

Des considérations financières n'auront pas permis de donner suite à ce projet. le ministre de France à Washington, M. de Noailles, fut chargé de demander aux Etats-Unis une élévation de la taxe postale ; et, récemment, à la suite de longs pourparlers, il a formulé une proposition sur les bases suivantes :

Taxe : aux Etats-Unis, 9 cents, équivalant à 47 c. 1/2 ; en France, 50 c. Poids : 10 grammes. Transport intermédiaire par le paquebots à vapeur *Transatlantiques* (deux par mois), à la charge de la France. Transport par les *Hambourgeois* (quatre par mois), à la charge des Etats-Unis.

Le cabinet de Washington a cédé sur le premier point. Il a accepté la taxe de 47 c. 1/2 aux Etats-Unis, et de 50 c. en France, mais à deux conditions, savoir :

1° Suppression de tous l'affranchissement sera obligatoire ; chaque pays conservera ses taxes et se chargera du transport intermédiaire de ses lettres ;

2° Poids : 15 grammes par lettre, avec facilité pour la France de le réduire à 10 grammes pour les lettres qu'elle expédiera.

L'administration française a admis le principe de la suppression des comptes et celui de l'affranchissement obligatoire ; mais jusqu'à présent elle n'a accepté ni la condition que ses lettres expédiées aux Etats-Unis pourront peser 15 grammes, ni celle que chaque pays payera les frais du transport intermédiaire des malles affranchies qu'il expédie à l'autre.

Les Etats-Unis ayant déclaré que les termes qu'ils proposaient étaient définitivement les seuls auxquels ils pussent accéder, il est à craindre que les négociations n'en restent là ; c'est du moins ce que M. le marquis de Noailles aurait fait entendre au secrétaire d'Etat américain.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Il y a eu une certaine agitation, hier, dans le quartier commercial de la ville, causée par la suspension partielle des banques et par les mesures de précaution qu'elles ont cru devoir adopter, pour éviter une crise financière, qui était imminente et qui allait pu avoir lieu sans cela. Les rumeurs les plus étranges ont circulé dans la matinée, et la population entière semblait saisie d'une sorte d'appréhension, comme à l'approche d'un terrible danger. Peu à peu, cependant, le calme s'est rétabli et toute excitation a cessé.

Nous pouvons espérer maintenant que le coup qui nous menaçait a été paré et que nous avons échappé au fantôme de la banqueroute. Une panique, à l'heure qu'il est, serait hors de propos, car aucune de nos principales maisons de commerce n'a donné des signes de faiblesse, et rien n'indique que les faillites de New York déjà faites ou à faire directement à la Nouvelle-Orléans.

Il est incontestable que les affaires sont très gênées, en ce moment, et cet état de choses est vraiment déplorable, au commencement de la saison ; mais il y a loin de la gêne à la ruine, et nous avons tout lieu de croire que nous nous tirerons bientôt de ce mauvais pas, grâce à nos ressources et aux envois de coton sur le marché.

D'ailleurs la suspension partielle des banques, n'est que momentanée. Par excès de précaution elle a été limitée à un mois, mais, les affaires reprendront leur cours bien avant cette époque, à moins d'événements extraordinaires que nul ne saurait prévoir.

Nous publions, pour l'information de nos lecteurs l'adresse suivante signée par les présidents de quinze banques de la ville.

Les présidents des banques incorporées et les banquiers de la Nlle Orléans, désirent expliquer le motif qui les décide à suspendre partiellement leurs paiements en monnaie courante.

Leur principale raison est la suspension partielle des banques associées de New-York et des autres villes du Nord, et le refus, par conséquent, des banques des villes de l'Ouest, de recevoir des chèques tirés sur New-York, en paiement, pour les collections qui sont faites ici à leur crédit.

On sait pontirement qu'en des remises considérables, en monnaie courante, ont été faites, depuis cinq jours, sur des ordres péremptoires, qui nous ont été transmis.

Si cet état de choses subsistait pendant quelques jours encore, nos coffres seraient entièrement vides de toute monnaie courante et nous serions dans l'impossibilité de remplacer, immédiatement, les fonds qui nous ont été enlevés pour les remises dans l'Ouest et dans l'intérieur.

Cette mesure a donc été adoptée par nous, pour notre protection, comme pour sauvegarder les intérêts de l'agriculture et du commerce.

Sa durée est limitée à trente jours, et pendant ce délai, les envois constants de coton et de sucre, forceront bien les fonds en monnaie courante à rentrer sur le marché.

Banque des Citoyens.
Banque Nationale de l'Union.
Banque Nationale Germania.
Banque Nationale Teutonia.
Banque Nationale de la Louisiane.
Banque Nationale Hibernia.
Banque de Lafayette.
Banque Nationale de l'Etat.
Banque Nationale de la Nlle-Orléans.
Banque d'Amérique.
Association de Banque Nationale de la Nlle Orléans.
Banque du Canal.
Banque Nationale Mutuelle d'Amérique.
Banque du Peuple.
Pike Brother & Co. Banquiers.

Les banques ne payaient hier que les chèques au-dessous de cent piastres. Elles annoncent, qu'aujourd'hui, elles ne paieront pas au-dessus de $25.

Deux seules institutions font exception à la règle générale, la Banque du Sud et la Banque des Travailleurs. Celles-là paient intégralement tous les chèques qui leur sont présentés.

Un incendie s'est déclaré, vers huit heures et demie, hier soir, dans le magasin en bois de Peter Rieb, situé au N° 33 de la rue du Canal, coin Peters.

La bâtisse a été partiellement détruite. Elle était occupée, au rez-de-chaussée et au premier, par M. Hansen, qui y tenait un magasin de chaussures.

Ses pertes sont évaluées à $21,000, partiellement couvertes par une assurance à la Compagnie des Marchands, pour $5,000, et par une assurance à la Compagnie Home de New York pour $5,000 également.

Les flammes ont gagné ensuite les trois maisons situées au No 39¼ de la rue du Canal, au No 39 de la même rue, et au No 4 de la rue Peters. Elles ont été considérablement endommagées.

La première, occupée par un barbier, du nom de Peter Rieb, est assurée pour $400 à la compagnie des Marchands ; la seconde, occupée par M. Gregan, qui y tient un magasin de confections, est assurée à la compagnie Hibernia pour $5,000 ; la troisième, occupée par L. Bleakly, carossier et quincailler, est assurée pour $5,000 à la compagnie Mechanics & Traders, et pour $5,000 à la compagnie du Sun.

M. Pablo Golpi est l'agent des propriétés de nos trois voisins de décrire. Elles sont assurées, mais nous ignorons dans quelles compagnies.

Le maire Wiltz avait écrit, il y a quelques jours, au maire de Cairo, pour avoir des renseignements au sujet de la malheureuse petite fille, Sallie Dunning, la victime des époux Burgess. Il a reçu hier matin, la réponse suivante :

Cairo, Ill., 23 septembre 1873.

A l'Honorable Louis A. Wiltz, maire de la Nouvelle-Orléans :

Cher monsieur,—Votre lettre de 20 courant, renfermant un article du *Times*, n'est parvenue ce matin. J'ai fait des recherches immédiatement et j'ai trouvé facilement la mère de la malheureuse enfant dont vous faites mention. Voici sa déclaration :

Vers la fin de mai, ou le commencement de juin, un homme et une femme, se faisant appeler monsieur et madame Burgess, ont pris des logements dans la maison où était employée ma fille Dunning. Ils y ont demeuré une semaine, à peu près, et, pendant leur séjour, ont paru s'intéresser beaucoup au sort de la petite fille et ont demandé, à plusieurs reprises, à la mère, de leur céder l'enfant. La pauvre femme a refusé ; mais, un jour, les deux misérables sont sortis avec la petite fille, et sont partis avec elle, pour la Nouvelle-Orléans, à bord de bateau à vapeur C. B. Church.

Je ne crois pas cependant, que l'on puisse accuser les époux Burgess d'avoir enlevé l'enfant à sa mère, attendu, que celle-ci n'a fait aucune démarche pour se la faire restituer.

Elle dit qu'elle pensait qu'ils ramèneraient bientôt sa petite fille.

J'ai fait subir un interrogatoire en règle à la femme Dunning ; et je suis arrivé à la conclusion qu'on ne peut pas accuser les Burgess de détournement de mineure.

La femme Dunning est très pauvre et elle a deux autres enfants, dont l'un, l'aîné, est employé dans la même maison que le père Burgess, un petit garçon de quatre ans, a été adopté par une famille qui demeure à quarante milles de la ville.

Elle demande instamment, maintenant, que son enfant lui soit rendue ; mais, dans le cas où une famille charitable de la Nouvelle Orléans voudrait l'adopter, peut-être consentirait-elle à la laisser. Si vous pouvez renvoyer l'enfant, ayez la bonté d'ordonner qu'on la conduise à moi directement.

Veuillez me donner des nouvelles de l'enfant, aussi vite que possible. Je suppose que vous serez forcé de la garder pendant quelque temps encore, pour avoir son témoignage.

Il est probable que les Burgess ne sont pas mariés légitimement. On me donne à entendre que la première est une fille perdue ; mais, jusqu'à présent, je ne sais rien de positif.

Je suis, avec le plus grand respect, etc,

JOHN WYNN, maire.

Le maire Wiltz a répondu, qu'on aurait besoin, en effet, du témoignage de la petite Sallie Dunning ; et qu'à cause de cela il serait impossible de la renvoyer à Cairo avant plusieurs jours.

L'état de la pauvre enfant s'est amélioré sensiblement depuis une semaine. Elle a pu répondre, hier matin, aux questions que lui ont posées quelques uns des membres du grand jury et raconter, sans trop d'émotion, toutes les tortures qu'on lui a fait subir.

Les deux monstres à face humaine qui l'ont maltraitée si cruellement, seront traînés, mardi prochain, devant la Cour Criminelle pour répondre aux différents chefs d'accusation portés contre eux.

Il faut espérer que le jury qui sera appelé à les juger, sera composé d'hommes capables de comprendre toute l'importance de leur mission.

Un crime horrible a été commis, on en a toutes les preuves. Les coupables sont connus ; ils avouent eux-mêmes leur forfait ; de la vérité ? Pour que justice ne soit pas faite, il faudrait un jury spécial ; et nous espérons, que dans l'intérêt de la société, on ne trouvera pas, *par hasard*, douze hommes assez dénués de sens moral, pour acquitter de pareils monstres.

Sans doute le lecteur se figure que l'abonné frustré se borne à demander, comme dommages-intérêts, le prix d'un numéro... Point ; mille francs, voilà ce qu'il réclame.

Mille francs un numéro du *Siècle* ! Et c'est le *Figaro* qui l'annonce ! Décidément la pièce n'existe pas, et la nouvelle est apocryphe.

—Plusieurs personnes ont été trompées par la similitude des noms et ont confondu le marquis d'Harcourt, qui vient d'être nommé à Vienne, avec le comte Bernard d'Harcourt, actuellement ambassadeur à Londres et précédemment ambassadeur à Rome, où le duc son père avait exercé autrefois les mêmes fonctions.

Le marquis d'Harcourt, nommé notre représentant près la cour d'Autriche, n'a pas encore rempli de missions diplomatiques. Il est le propre oncle de Mme la duchesse de Magenta et le père du vicomte Emmanuel d'Harcourt, secrétaire de la présidence. Sa fille a épousé M. d'Haussonville, neveu de M. le duc de Broglie.

—Les voleurs ont forcé, avant-hier matin, entre quatre et onze heures, la porte du magasin de M. A. J. Barthemy, situé au No. 53 de la rue Peters. Ils ont été découverts, néanmoins, et mis en fuite, sans avoir pu l'en emporter.

Toujours la manie du suicide ! Une fille, nommée Lucy Gus, âgée de seize ans, et déjà fatiguée de la vie, a essayé, hier matin, de passer de vie à trépas, en prenant du laudanum. Une vieille femme du nom d'Anna Brookign, qui l'héberge, a eu le bonheur de découvrir la tentative de la pauvre fille, à temps, et a pu la sauver.

Un jeune homme, arrivé dernièrement de New York, nommé S. Jayne, qui, avant-hier, était malade, avait été enfermé à l'Hôtel Dieu, s'est précipité dans la rue, hier matin, du haut d'une fenêtre du second étage, dans un moment d'aliénation mentale, et a été tué instantanément.

TEMPERATURE. — 25 Septembre 1873.
Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrades
6 h. M.	74	23
12 M.	86	30
3 P. M.	90	32
6 P. M.	82	27½

Faits et Nouvelles.

Nous trouvons dans un journal du matin un extrait d'une nomination qui vient d'être envoyée au *Siècle* par un de ses abonnés.

Si la pièce existe, ce dont nous nous permettrons de douter, il faut avouer que le *Siècle* n'est mis, en ne paraissant pas le 4 septembre, une bien mauvaise affaire sur les bras.

Voici l'*attendu* de l'exploit :

Attendu que le 4 septembre est une date qui tous les établissements publics sont ouverts, que ce jour n'est pas déclaré fêté par l'Etat ; que, d'autre part, le tranquillité parfaite de la France ne laisse concevoir aucune inquiétude ; que c'est en vain que le directeur du dit journal a nommé et qualifié invoquer ait ces raisons pour se soustraire à ses obligations, en refusant ses lecteurs d'un numéro du *Siècle* dû légalement.....

Sans doute le lecteur se figure que l'abonné frustré se borne à demander, comme dommages-intérêts, le prix d'un numéro... Point ; mille francs, voilà ce qu'il réclame.

Mille francs un numéro du *Siècle* ! Et c'est le *Figaro* qui l'annonce ! Décidément la pièce n'existe pas, et la nouvelle est apocryphe.

—Plusieurs personnes ont été trompées par la similitude des noms et ont confondu le marquis d'Harcourt, qui vient d'être nommé à Vienne, avec le comte Bernard d'Harcourt, actuellement ambassadeur à Londres et précédemment ambassadeur à Rome, où le duc son père avait exercé autrefois les mêmes fonctions.

Le marquis d'Harcourt, nommé notre représentant près la cour d'Autriche, n'a pas encore rempli de missions diplomatiques. Il est le propre oncle de Mme la duchesse de Magenta et le père du vicomte Emmanuel d'Harcourt, secrétaire de la présidence. Sa fille a épousé M. d'Haussonville, neveu de M. le duc de Broglie.

—Il se forme à Zurich une société dont les membres doivent s'engager à ne pas se faire enterrer après leur mort, mais brûler leur corps ; cette idée trouve d'assez nombreuses adhésions, dit-on, et est ouvertement appuyée par la *Gazette d'Andelfingen*. Ce journal fait observer que le système de l'enterrement rend nécessaires, à proximité des villes, de grands cimetières qui emploient des étendues considérables d'un terrain précieux, compromettent la santé des vivants, sans permettre de respecter les morts, dont les ossements sont plus tard déterrés et dispersés. Au contraire, la cendre des morts conservée dans une urne serait pour les parents un souvenir plus durable sans inconvénient pour personne.

On a commencé hier, au palais de Trianon, les travaux d'appropriation du grand vestibule où doit siéger le tribunal chargé de juger le maréchal Bazaine. Tous les meubles, bronzes et statues qui s'y trouvaient ont été transportés dans la grande galerie en équerre qui a vue sur le jardin.

Par suite de ces travaux, le public n'est plus admis depuis hier à visiter les palais de Trianon.

Nous avons dit déjà que le vestibule en question allait être élargi. Cet élargissement ne portera que du côté du jardin. Les boiseries d'entre-colonnes seront simplement transportées à cinq mètres en arrière, où elles reprendront leur destination première. Le double plancher sur lequel elles reposeront s'appuiera lui-même sur le perron extérieur.

La façade donnant sur la cour restera donc telle qu'elle est maintenant, sauf une très légère construction en planches que l'on y adossera, à l'angle de droite, construction destinée à servir de communication entre les deux parties de l'édifice.

Les boiseries du greffe seront installés dans l'ancien salon de Louis XIV et de Louis XV, et se trouveront en arrière du tribunal. La salle des délibérations sera dans cette même partie du palais, à proximité du greffe.

La tribune réservée aux journalistes sera placée à droite du tribunal, comme elle l'était au conseil de guerre, installé dans le Manège. On va, du reste, ainsi que nous l'avons dit, se servir du même matériel.

M. le duc d'Aumale, président du conseil de guerre, aura pour pied à terre, dans le palais, l'appartement occupé naguère par M. le général Appert et ensuite par M. le duc de Broglie.

Tous les travaux, poussés avec une grande activité, s'exécutent sous les ordres de M. Questel, architecte des palais de Versailles et de Trianon, et sont dirigés par le lieutenant-colonel de Beauvais, commandant le génie à Versailles.

— Hier, a été arrêté, comme il sortait de la neuvième chambre correctionnelle, où il venait d'être condamné à trois mois de prison, Anatole Okolowitz, le frère du fameux général communeux.

C'est pour une affaire financière qu'il a été condamné, et son arrestation n'est pas motivée par la politique.

On lit dans le *Journal de Bordeaux* :

L'anniversaire du 4 septembre a donné lieu à des démonstrations moins tapageuses que les années précédentes, à Bordeaux.

Sauf quelques bonnets déposés dans la journée contre l'arbre de la liberté de la place Picard, il n'y a eu sur cette place ni chants, ni illuminations. Cette sagesse a été peut-être quelque peu forcée par quelques-uns ; car les perturbateurs de l'ordre public savaient parfaitement que l'autorité municipale avait pris toutes ses mesures : mais où est le mal ?

Cependant, vers dix heures du soir, une bande de trente ou quarante individus, après s'être emparés de quatre petits drapeaux tricolores, au chant de la *Marseillaise*, lorsque des agents du poste de la préfecture se sont mis à leur poursuite, ont pris la direction de ceux qui portaient les drapeaux, qui aussitôt arrêtés, les autres, dispersés.

Il a été fait, dans la journée et la soirée, quelques arrestations ; mais il ne s'est produit rien qui mérite qu'on s'y arrête.

A Périgueux, dit l'*Echo de la Dordogne*, les républicains n'ont pas voulu laisser passer le 4 septembre sans faire parler d'eux. Ils comptaient sur une manifestation ; mais elle a échoué. Leur illumination s'est réduite à quelques lampions qui fumaient tristement sur quatre ou cinq habitations. A neuf heures, les républicains sont allés chanter la *Marseillaise* et le *Chant du Départ* sur la place de la Mairie, devant l'statue de la Liberté, qu'ils avaient enguirlandé. Quelques curieux les regardaient faire, pendant que les gamins lançaient des pétards sur les oisifs.

A dix heures les, républicains ont fait une promenade dans la ville, à la recherche d'un quatrième cinq maisons illuminées devant lesquelles ils s'arrêtaient pour applaudir. Ils sont ensuite revenus sur la place de la Mairie, et là ils ont crié de nouveau. Le bruit s'étant répandu pour la demander s'il en voulait prendre connaissance. Le Pape ne témoignait aucune curiosité, ce qui fut honneur à son esprit, et il donna son ordre que l'on n'est pas déclaré fêté. Une compagnie de gendarmerie à cheval et un détachement de 100 de ligne sont intervenus. Les républicains sont partis et les curieux sont allés se coucher.

Par un arrêté du 2 septembre et non motivé, le préfet du Doubs a interdit la vente et le colportage, dans ce département, du journal le *Libéral de l'Est*.

M. le préfet du Var vient de supprimer quatorze débits de liqueurs ou cafés dans la ville de Toulon.

De tous les êtres bizarres de la faune sous-marine, aucun n'est plus étrange que l'amatifère. Il a été récemment découvert par zoologistes de scandreuse, auquel ce jour, au sujet de la place qu'il doit occuper sur l'échelle des êtres vivants. C'est-ce un mollusque ? un zoophyte ? un annélide ? un crustacé ?

Mihi vale adhuc ha est.

Voici en quelques mots, partant d'un centre commun, solidement fixé sur quelque morceau de bois, par exemple, une épave de navire naufragé, une douzaine de tiges s'épanouissant en bouquet, chacune de la grosseur du petit doigt, trois fois longues comme celui-ci, d'un rose tendre et d'une élégance gélatineuse, et toutes surmontées d'une coquille blanchâtre de la taille d'une petite moule ordinaire ; d'où dardent, comme des langues de vipère, plusieurs cirrhes articulés, de couleur violacée, qui semblent chercher à saisir les corpuscules organiques en suspension dans l'eau.

Le tout rappelle quelque peu la guêpe de l'homme perfectionné imaginé par Fourrier et surmonté d'un œil : rien n'y manque, on le voit, pas même les cils.

L'aquarium du Jardin d'Acclimatation vient de recevoir de M. Crequerville, de Parnac, un bel exemplaire vivant de ces bizarres créatures, comme on ne les trouve que sur des débris de navires, leur apparition sur nos côtes est toujours l'indice d'un naufrage récent.

Dans un article sur les miracles de la Salette, en Dauphiné, M. Francisque Sarcey dit ce qui suit :

Aujourd'hui les évêques sont coulants sur les miracles les uns des autres. Passe-moi la casse, je te passerai le séné. Mais en ces temps-là, ce n'était pas la mode ; on plutôt le public ne l'était pas de ce donné par Rome ; et la chose n'allait pas sans quelques résistances. Je ne crois pas trahir un secret de confession intime en contant que l'évêque du Gap, avec qui j'ai eu parfois l'honneur de dîner, s'exprimait fort librement sur le compte de la mystification de la Salette. Il ne se cachait à personne de son opinion à ce sujet.

Il paraît que le pape même, qui plus tard, en vue sans doute d'un but plus politique que religieux, consacra les miracles à la démonstration, manifesta plus d'un doute à propos de celui-là.

Il souvenez sans doute que la prétendue Sainte-Vierge avait soutiré à Maximin et à Mélanie un secret qu'elle devaient révéler à personne. Vous qui êtes des incrédules, vous seriez soucieés de ce fameux secret comme d'une noix gâtée,—Mais il était tout naturel que les promoteurs du miracle y attachassent une grande importance.

Ils pensaient que les deux bergers d'écrire, chacun de son côté, le secret en question sur une belle feuille de papier, la cacheter, la scellèrent et dépêchèrent un exprès à Rome, porteur de la feuille pour lui demander s'il en voulait prendre connaissance. Le Pape ne témoigna aucune curiosité, ce qui fut honneur à son esprit, et il donna son ordre que l'on n'est pas déclaré fêté. Une compagnie de gendarmerie à cheval et un détachement de 100 de ligne sont intervenus. Les républicains sont partis et les curieux sont allés se coucher.

Par un arrêté du 2 septembre et non motivé, le préfet du Doubs a interdit la vente et le colportage, dans ce département, du journal le *Libéral de l'Est*.

M. le préfet du Var vient de supprimer quatorze débits de liqueurs ou cafés dans la ville de Toulon.

De tous les êtres bizarres de la faune sous-marine, aucun n'est plus étrange que l'amatifère. Il a été récemment découvert par zoologistes de scandreuse, auquel ce jour, au sujet de la place qu'il doit occuper sur l'échelle des êtres vivants. C'est-ce un mollusque ? un zoophyte ? un annélide ? un crustacé ?

Mihi vale adhuc ha est.

Voici en quelques mots, partant d'un centre commun, solidement fixé sur quelque morceau de bois, par exemple, une épave de navire naufragé, une douzaine de tiges s'épanouissant en bouquet, chacune de la grosseur du petit doigt, trois fois longues comme celui-ci, d'un rose tendre et d'une élégance gélatineuse, et toutes surmontées d'une coquille blanchâtre de la taille d'une petite moule ordinaire ; d'où dardent, comme des langues de vipère, plusieurs cirrhes articulés, de couleur violacée, qui semblent chercher à saisir les corpuscules organiques en suspension dans l'eau.

Le tout rappelle quelque peu la guêpe de l'homme perfectionné imaginé par Fourrier et surmonté d'un œil : rien n'y manque, on le voit, pas même les cils.

L'aquarium du Jardin d'Acclimatation vient de recevoir de M. Crequerville, de Parnac, un bel exemplaire vivant de ces bizarres créatures, comme on ne les trouve que sur des débris de navires, leur apparition sur nos côtes est toujours l'indice d'un naufrage récent.

Dans un article sur les miracles de la Salette, en Dauphiné, M. Francisque Sarcey dit ce qui suit :

Aujourd'hui les évêques sont coulants sur les miracles les uns des autres. Passe-moi la casse, je te passerai le séné. Mais en ces temps-là, ce n'était pas la mode ; on plutôt le public ne l'était pas de ce donné par Rome ; et la chose n'allait pas sans quelques résistances. Je ne crois pas trahir un secret de confession intime en contant que l'évêque du Gap, avec qui j'ai eu parfois l'honneur de dîner, s'exprimait fort librement sur le compte de la mystification de la Salette. Il ne se cachait à personne de son opinion à ce sujet.

Il paraît que le pape même, qui plus tard, en vue sans doute d'un but plus politique que religieux, consacra les miracles à la démonstration, manifesta plus d'un doute à propos de celui-là.

Il souvenez sans doute que la prétendue Sainte-Vierge avait soutiré à Maximin et à Mélanie un secret qu'elle devaient révéler à personne. Vous qui êtes des incrédules, vous seriez soucieés de ce fameux secret comme d'une noix gâtée,—Mais il était tout naturel que les promoteurs du miracle y attachassent une grande importance.

Ils pensaient que les deux bergers d'écrire, chacun de son côté, le secret en question sur une belle feuille de papier, la cacheter, la scellèrent et dépêchèrent un exprès à Rome, porteur de la feuille pour lui demander s'il en voulait prendre connaissance. Le Pape ne témoigna aucune curiosité, ce qui fut honneur à son esprit, et il donna son ordre que l'on n'est pas déclaré fêté. Une compagnie de gendarmerie à cheval et un détachement de 100 de ligne sont intervenus. Les républicains sont partis et les curieux sont allés se coucher.

Par un arrêté du 2 septembre et non motivé, le préfet du Doubs a interdit la vente et le colportage, dans ce département, du journal le *Libéral de l'Est*.

M. le préfet du Var vient de supprimer quatorze débits de liqueurs ou cafés dans la ville de Toulon.

De tous les êtres bizarres de la faune sous-marine, aucun n'est plus étrange que l'amatifère. Il a été récemment découvert par zoologistes de scandreuse, auquel ce jour, au sujet de la place qu'il doit occuper sur l'échelle des êtres vivants. C'est-ce un mollusque ? un zoophyte ? un annélide ? un crustacé ?

Mihi vale adhuc ha est.

Voici en quelques mots, partant d'un centre commun, solidement fixé sur quelque morceau de bois, par exemple, une épave de navire naufragé, une douzaine de tiges s'épanouissant en bouquet, chacune de la grosseur du petit doigt, trois fois longues comme celui-ci, d'un rose tendre et d'une élégance gélatineuse, et toutes surmontées d'une coquille blanchâtre de la taille d'une petite moule ordinaire ; d'où dardent, comme des langues de vipère, plusieurs cirrhes articulés, de couleur violacée, qui semblent chercher à saisir les corpuscules organiques en suspension dans l'eau.

Le tout rappelle quelque peu la guêpe de l'homme perfectionné imaginé par Fourrier et surmonté d'un œil : rien n'y manque, on le voit, pas même les cils.

L'aquarium du Jardin d'Acclimatation vient de recevoir de M. Crequerville, de Parnac, un bel exemplaire vivant de ces bizarres créatures, comme on ne les trouve que sur des débris de navires, leur apparition sur nos côtes est toujours l'indice d'un naufrage récent.

Dans un article sur les miracles de la Salette, en Dauphiné, M. Francisque Sarcey dit ce qui suit :

Aujourd'hui les évêques sont coulants sur les miracles les uns des autres. Passe-moi la casse, je te passerai le séné. Mais en ces temps-là, ce n'était pas la mode ; on plutôt le public ne l'était pas de ce donné par Rome ; et la chose n'allait pas sans quelques résistances. Je ne crois pas trahir un secret de confession intime en contant que l'évêque du Gap, avec qui j'ai eu parfois l'honneur de dîner, s'exprimait fort librement sur le compte de la mystification de la Salette. Il ne se cachait à personne de son opinion à ce sujet.

Il paraît que le pape même, qui plus tard, en vue sans doute d'un but plus politique que religieux, consacra les miracles à la démonstration, manifesta plus d'un doute à propos de celui-là.

Il souvenez sans doute que la prétendue Sainte-Vierge avait soutiré à Maximin et à Mélanie un secret qu'elle devaient révéler à personne. Vous qui êtes des incrédules, vous seriez soucieés de ce fameux secret comme d'une noix gâtée,—Mais il était tout naturel que les promoteurs du miracle y attachassent une grande importance.

Ils